



T. Bouliery

MICHEL GODET

PROFESSEUR AU CNAM, MEMBRE DU CAE

Trois raisons de ne pas désespérer de l'emploi

Certes, le nombre des chômeurs a brutalement augmenté depuis septembre 2008, mais il devrait baisser quand la confiance et la croissance seront de retour. En 2010?

La situation est grave mais pas désespérée. La brutale remontée du chômage depuis septembre 2008 ne doit pas faire oublier que nous sortons d'une période de croissance mondiale sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Le taux de chômage était revenu à 7,2% de la population active, taux le plus bas depuis 1983! Il est remonté à plus de 8%, et devrait s'aggraver tout au long de

l'année 2009. Mais ce n'est pas la fin du monde. Il baissera à nouveau si, comme c'est probable, la confiance et la croissance sont au rendez-vous de 2010.

D'abord, des politiques de l'emploi menées dans certains pays montrent qu'il existe des actions efficaces contre le chômage. Il est des navires qui résistent mieux que d'autres. La comparaison est frappante avec les Pays-Bas grâce au temps partiel plus développé que chez nous, et avec le Danemark où la flexisécurité assurée par les partenaires sociaux cantonne le chômage au-dessous de 5%.

Ensuite, le marché de l'emploi reste vivant. L'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) recense toujours 75 000 offres d'emploi non satisfaites. Heureusement que les entreprises disposent du levier des heures supplémentaires! Il y a sans doute des progrès à faire dans la reconversion des travailleurs mis à pied. On pourrait, par exemple, supprimer les droits de mutations immobilières en cas de mobilité

professionnelle. Officiellement, en février, le chômage a augmenté de 100 000 personnes : ce résultat s'explique comme la différence entre les 400 000 personnes entrées dans le chômage et les 300 000 personnes sorties pour des raisons diverses : l'absence de réponse aux contrôles n'est pas la moindre, mais l'obtention d'un emploi est la principale.

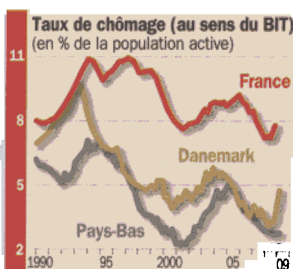
Enfin, les licenciements économiques,

dont on parle tant, ne sont que de l'ordre de 20 000 par mois, soit 4% des entrées en chômage – trois fois moins que les contrats de fin d'intérim (12%) et six fois moins que les fins de CDD (26%). Le noyau dur des emplois en CDI n'est donc pas touché, car les entreprises font le maximum pour garder

les compétences qui vont manquer au moment de la reprise. Et ce pour des raisons démographiques, les personnes qui arrivent sur le marché du travail étant 20% moins nombreuses que celles qui partent à la retraite.

Le moteur de l'économie réelle est sain. C'est notamment le cas de 96% des entreprises, les « moins de 20 personnes » qui comptent près de 40% de l'emploi marchand. Il y a même des secteurs qui ont du mal à recruter, comme les services aux personnes.

C'est surtout le carburant financier qui manque, faute de confiance. Celle-ci retrouvée, les hirondelles de l'intérim et des CDD seront de retour pour un nouveau printemps de l'emploi. ■



SOURCES : INSEE, EUROSTAT

Le temps partiel aux Pays-Bas et la flexisécurité au Danemark permettent de limiter le nombre des chômeurs.